

[Texte]

Lawyers Against the Reagan-Mulroney Trade Agreement demand that the Government of Canada hold public hearings on Bill C-130 in every province and territory in Canada. We would attend at either Calgary or Edmonton.

They indicate they are willing to travel within Alberta.

• 1205

The next communication, Mr. Chairman, is one that was sent originally to you, with a copy to myself, from the Assembly of First Nations:

This legislation, that is Bill C-130, could devastate the economies of First Nation communities. Since this legislation will have a such grave affect on First Nation communities, we feel that it is imperative to grant us the opportunity to make a presentation.

The next communication I have is from the National President, J.D. Hunter, of the Canadian Brotherhood of Railway, Transport and General Workers:

Free trade is the most crucial issue facing Canada this decade. When C-130 reaches the legislative committee, we strongly request that the committee travel the country to hear Canadians' views and ensure that sufficient time is taken to examine this complex legislation and its impact upon Canada.

The next communication is from the Manitoba Federation of Labour. It is sent by Wilf Hudson, President. In a rather longer communication than those I have been dealing with so far, he indicates that:

We believe that the issue is the very survival of Canadian society. It is important for all Canadians to have an opportunity to express their views on this vital topic which will have an impact on the lives of Canadians for generations to come.

We find that not only has parliamentary debate been limited, but opportunities for public input have been severely circumscribed. This is most definitely not the spirit in which an issue of such importance to Canadians should be debated.

We request that the time be taken to hold hearings across Canada on this issue with broad participation by all those who feel they have a stake in the outcome. Previous hearings on this issue have been limited to a small number of invitees, and we feel this is an unacceptable way to address such a crucial topic. Canadians across the country should have an opportunity to be heard.

[Traduction]

Lawyers Against the Reagan-Mulroney Trade Agreement exige que le gouvernement du Canada tienne des audiences publiques sur le projet de loi C-130 dans toutes les provinces et dans tous les territoires du Canada. Nous témoignerions à Calgary ou à Edmonton.

Ils disent qu'ils sont prêts à se déplacer dans les limites de l'Alberta.

La communication suivante, monsieur le président, vous était adressée, avec copie conforme à mon nom, et vient de l'Assemblée des Premières Nations:

Cette loi, c'est-à-dire le projet de loi C-130, pourra avoir un effet dévastateur sur l'économie des collectivités des Premières Nations. Étant donné que cette loi aura un effet si nocif pour ces collectivités, il nous paraît impératif que vous nous permettiez de comparaître.

La communication suivante vient de J. D. Hunter, président national de la Fraternité canadienne des cheminots, employés des transports et autres ouvriers:

Le libre-échange est la question la plus importante que le Canada ait à résoudre durant cette décennie. Lorsque le projet de loi C-130 sera renvoyé à un comité législatif, nous recommandons vivement que ce comité sillonne le pays pour entendre les Canadiens et qu'il prenne le temps nécessaire pour examiner cette loi complexe et ses conséquences pour le Canada.

La communication suivante vient de la Fédération du travail du Manitoba. Elle est signée par Wilf Hudson, président. Le texte est beaucoup plus long que ce que j'ai lu jusqu'à maintenant. Il dit:

Nous estimons que c'est la survie même de la société canadienne qui est en question. Il est important que tous les Canadiens puissent avoir la possibilité d'exprimer leur point de vue sur cette question d'une importance vitale et dont les conséquences seront ressenties par tous les Canadiens sur plusieurs générations.

Non seulement le débat parlementaire a été limité, mais les possibilités de participation de la part du public ont été sévèrement restreintes. Ce n'est certainement pas dans cet esprit qu'il convient de débattre une question si importante pour les Canadiens.

Nous demandons que le gouvernement prenne le temps de tenir des audiences à travers le Canada sur cette question pour permettre la participation de tous ceux qui se sentent directement concernés. Les audiences qui ont eu lieu par le passé sur cette question ont été réservées à un petit nombre d'invités, et nous jugeons la méthode inacceptable pour traiter un sujet aussi important. Les Canadiens à travers le pays devraient avoir la possibilité d'être entendus.